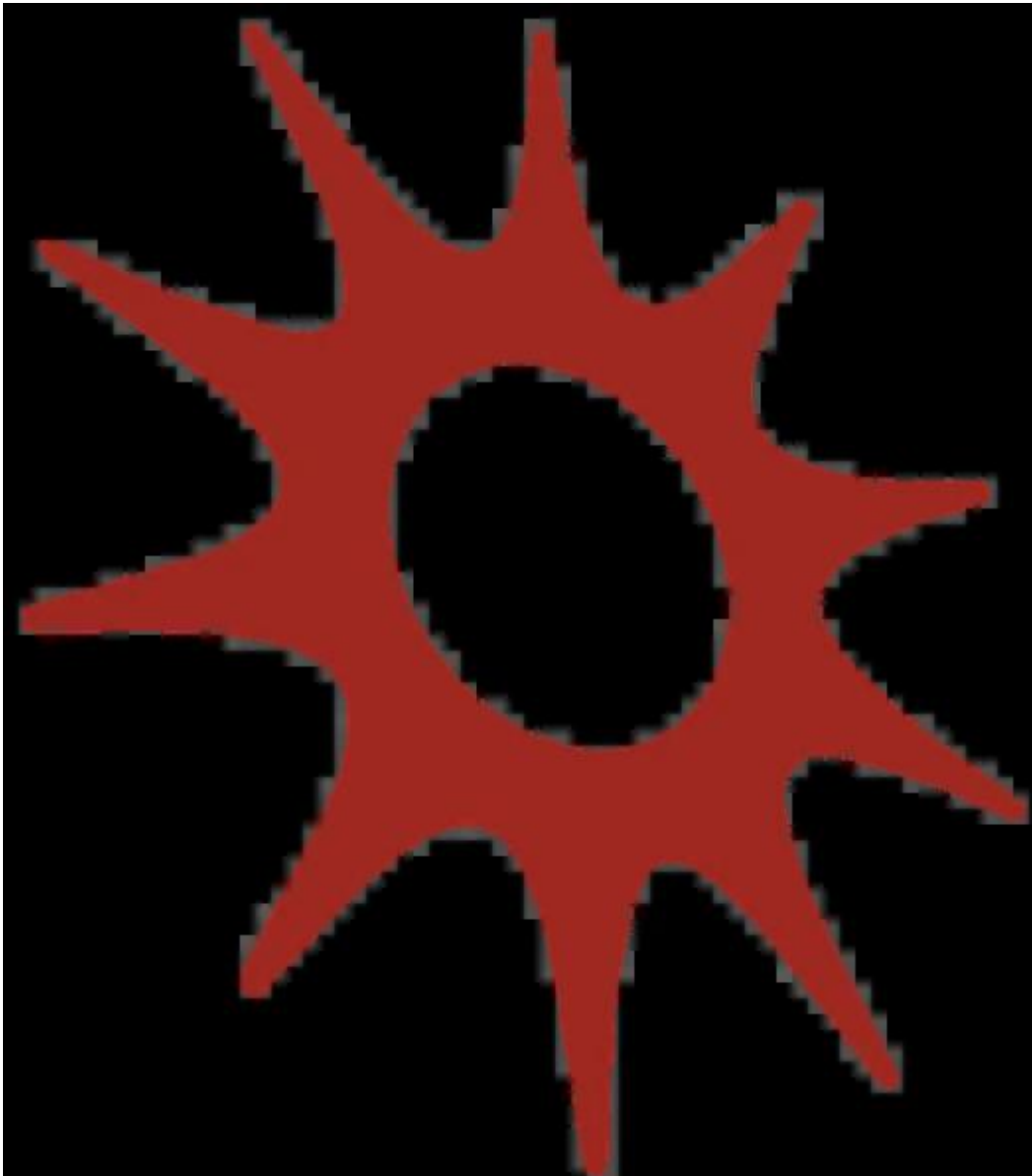


AIP

Platerforme Politique

PLATEFORME
POLITIQUE



UN MONDE EN CRISE

UNE ARTICULATION POPULAIRE COMME RÉPONSE À LA CRISE

PLATEFORME POLITIQUE

NOTRE AGENDA COMMUN: Que faire?

UN MONDE EN CRISE

Nous traversons une longue période de profonde crise structurelle du capitalisme.

Crise du mode de production capitaliste au départ, elle s'est transformée en une crise sociale profonde due à l'escalade des inégalités, une pauvreté accrue, la faim, la précarisation et une classe ouvrière privée de ses droits du travail. Nous sommes victimes d'une dangereuse crise environnementale due à l'agression portée par le capital sur les biens naturels et une crise politique de l'Etat bourgeois et des formes bourgeoises de démocratie.

UN MONDE
EN CRISE

UN MONDE
EN CRISE

UN MONDE
EN CRISE

La crise sociale du capitalisme se manifeste par la paupérisation des peuples avec une sévère atteinte aux conditions de vie et de travail partout dans le monde. La crise de l'emploi se manifeste dans la mesure où les emplois décents se font de plus en plus rares, et où l'agrobusiness capitaliste, pour sa part, ne se prive pas d'éliminer les petits agriculteurs et les paysans. L'avancée technologique est mise au service de l'expulsion des travailleurs du monde du travail formel dans le Nord en même temps qu'elle promeut et collabore avec les formes les plus absurdes de précarisation et d'exploitation de la main-d'œuvre dans le Sud. Cette crise se reflète dans le nombre croissant de personnes qui font face à la faim et qui prennent le risque d'émigrer.

Il s'agit d'une crise énergétique, environnementale et de production d'aliments. C'est une crise qui va de l'expulsion des familles paysannes de leurs terres jusqu'aux difficultés d'accès au logement que rencontrent les masses populaires urbaines. Cette crise accroît la précarité et la pauvreté, augmentant, à des niveaux jamais vus auparavant, les inégalités à travers le monde. Une crise de rentabilité est également en cours, les capitalistes ne parvenant pas à faire suffisamment de profits du fait de la tendance du capital à osciller vers des bulles d'actifs de toutes sortes, y compris celles du marché financier. Le capitalisme est dominé partout dans le monde par le capital financier, qui ne recherche que le récentisme et la spéculation, multipliant la concentration des profits et des richesses. Les fondements du capitalisme ne sont pas solides. Son cadre politique actuel, le néolibéralisme, a démontré ses limites. La crise du capitalisme engendre une crise des valeurs: un accroissement de l'individualisme et du consumérisme, un mépris de la vie et de la nature.

UN MONDE EN CRISE

C'est une crise politique de la civilisation occidentale et eurocentrique, mise en évidence par l'effondrement de ses institutions politiques et sous sa forme d'État libéral, républicain et bourgeois, où les démocraties, dans leur forme représentative et libérale, présentent de fortes entraves pour exprimer des projets de transformation profonde et radicale qui viendraient apporter une réponse aux problèmes du peuple. Dans de nombreux cas, à travers une stratégie de guerre hybride, ils utilisent même de larges secteurs de la société pour s'opposer aux droits fondamentaux acquis par les peuples, y compris le droit à la démocratie.

UN MONDE

EN CRISE

L'impérialisme nord-américain soumet nos peuples à ses guerres hybrides et non conventionnelles, envoie des kits de subversion déguisés en projets humanitaires et d'aide au développement, intervient dans les processus électoraux pour garantir son accès à nos biens communs, prétend accoupler nos territoires à son système de reproduction, sanctionne et bloque nos souverainetés et nos résistances, assujettit nos économies à des dettes illégitimes et impossibles à rembourser et nie toute contribution possible aux problèmes fondamentaux de notre peuple.

UN MONDE EN CRISE

La tension au niveau géopolitique indique une intensification de la crise, résultat du déclin de la puissance des États-Unis et de la montée en puissance de la Chine. Le géant de l'Est devient lentement l'une des économies les plus puissantes du monde et les guerres commerciales sont une conséquence de ce changement au sein du pouvoir économique. Les États-Unis, bien que leur puissance idéologique continue de s'éroder, maintiennent leur hégémonie militaire étant le pays doté de la plus grande puissance militaire au monde. Domination n'est pas synonyme d'hégémonie.

La contradiction entre l'effondrement économique et idéologique des États-Unis et sa suprématie militaire pose de grands dangers pour la planète. La pandémie du Covid-19 a accentué l'ascension de la Chine en tant que pouvoir économique global face aux réponses incohérentes des économies impérialistes comme les États-Unis à soutenir leur force de travail et leur modèle sous de « nouvelles formes » qui ne font rien de plus que de produire du chômage en masse.

UN MONDE EN CRISE

L'émergence du néofascisme est la voie par laquelle le grand capital contrôle l'État imposant des gouvernements autoritaires d'extrême droite afin de réaliser son programme anti-peuple. Ces formes de gouvernement constituent une menace sérieuse pour la justice sociale.

LE CAPITALISME NE PEUT ÊTRE DURABLE. SON CADRE POLITIQUE ACTUEL, LE NÉOLIBÉRALISME, A DÉMONTRÉ SES LIMITES.

UNE ARTICULATION POPULAIRE COMME RÉPONSE À LA CRISE

Depuis des années, de nouvelles formes de coordination internationale se sont construites dans différents espaces et sur différents continents.

En Amérique latine, s'est forgée une coordination conjointe entre l'ALBA Movimientos et le Forum de São Paulo. Il existe également des espaces internationaux de lutte à l'image de la Marche Mondiale des Femmes (MMF), la Via Campesina Internationale et d'autres espaces d'action conjointe.

UNE ARTICULATION POPULAIRE COMME RÉPONSE À LA CRISE

UNE ARTICULATION POPULAIRE COMME RÉPONSE À LA CRISE

UNE ARTICULATION POPULAIRE COMME RÉPONSE À LA CRISE

UNE ARTICULATION POPULAIRE COMME RÉPONSE À LA CRISE

En Afrique, la Conférence PanafricanismToday [Panafricanisme aujourd'hui], qui a eu lieu à Lusaka en 2016, a jeté les bases pour la construction d'une unité forte à travers le continent, idéologiquement claire dans ses valeurs et praxis socialistes. Cela a conduit au développement de multiples processus de formation politique et à la réussite des Conférences PanafricanismToday en Tunisie (2017) et au Ghana (2018). La région a connu une intensification rapide des efforts coordonnés pour combattre l'impérialisme et construire le panafricanisme socialiste.

Depuis trois ans, nous faisons converger ces efforts vers une plateforme que nous avons nommée **l'Assemblée Internationale des Peuples**, comme un moyen de conjuguer tous les espaces internationaux et toutes les formes d'organisation déjà existantes de nos peuples, sans que ceci implique leur substitution.

Par conséquent, simultanément aux processus de coordination des organisations locales nationales et régionales, nous sommes en train de bâtir une plateforme politique commune qui nous aidera à faire face aux dilemmes de l'humanité et à la crise du capitalisme.

Ce processus de discussion est dynamique, car les contradictions et la corrélation des forces le sont aussi et cela nous oblige à mettre à jour les thèmes et notre plate-forme. Par conséquent, ce document est un instrument visant la construction d'une unité politique, programmatique et idéologique, évoluant le long du temps et fondée sur la lutte des classes. C'est pourquoi il ne peut être considéré comme un document final, mais comme un support au débat et à la convergence d'idées. Nous espérons pouvoir continuer à débattre de ce matériel, dans tous les pays, auprès de nos bases sociales, nos mouvements et organisations.

UNE ARTICULATION POPULAIRE COMME RÉPONSE À LA CRISE

PLATEFORME POLITIQUE

Consultez le contenu ou cliquez sur le bouton pour télécharger le PDF

Lutte anticapitaliste et en faveur d'une nouvelle forme d'organisation sociale dans nos pays

Le mode de production capitaliste n'est plus synonyme de progrès. Il a cessé d'être une solution aux problèmes des personnes comme le sont la garantie au travail, à la terre, à l'éducation, au logement et à l'égalité sociale. Au contraire, c'est un système qui relève du passé, qui ne fait que concentrer la richesse et promouvoir les inégalités et les injustices sociales. C'est la raison pour laquelle, l'AIP lutte pour renverser ce système et créer les conditions nécessaires à l'adoption d'un nouveau mode de production post-capitaliste, en accord avec les conditions objectives (forces productives existantes) et les conditions subjectives (la capacité organisationnelle du peuple). Chaque peuple saura, en son temps, comment le nommer, soit comme socialisme, soit comme libération nationale, ou encore bien-être. L'important c'est que ce soit un système basé sur la recherche de l'égalité sociale, de la justice et de solidarité entre tous, éliminant l'exploitation des travailleurs et travailleuses de la Terre-Mère.

Lutte anti-impérialiste, anticoloniale et antisioniste pour la souveraineté des peuples

Dans ce contexte de crise, les forces du capital impérialiste multiplient leur offensive contre les peuples, travailleurs et travailleuses. C'est pourquoi ils concentrent leur offensive sur les ressources naturelles, telles que le pétrole, la terre, les ressources minérales, l'eau et la biodiversité.

Pour cela, ils font appel à toutes les formes politiques et idéologiques disponibles, résumées dans ce qu'on appelle la stratégie de guerre hybride, intensifiant les attaques coloniales (et sionistes en ce qui concerne le monde arabe). Le grand capital profite largement de ces guerres. Les entreprises transnationales suivent les chars en prenant possession de territoires pour extraire des matières premières et forçant les gens à utiliser les biens et services produits par les entreprises transnationales elles-mêmes. Les bases militaires des puissances impérialistes sont installées dans des lieux géostratégiques afin de maintenir le pouvoir des sociétés transnationales et de la classe dominante.

Nous devons lutter pour l'autodétermination, souveraineté et indépendance de nos peuples dans la construction de leur propre destin et protéger nos régions en tant que lieux de paix, sans l'intervention des forces impérialistes des États-Unis et des instruments multilatéraux de guerre, tels que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Lutte pour un féminisme populaire et de classe

Le féminisme anticapitaliste dénonce le fait que les pratiques patriarcales ne sont pas seulement culturelles ou idéologiques, mais font partie du fondement structurel du système actuel qui nécessite des inégalités de classe, de genre et de race pour obtenir des bénéfices économiques. L'alliance entre capitalisme et patriarcat a été fondamentale pour le développement d'un système qui rend invisible la reproduction même de la vie qui est son fondement. Nous luttons pour un monde qui remette la vie au centre, partant de l'interdépendance de l'être humain et de ses vulnérabilités, pour la durabilité de la vie et la coresponsabilité de l'attention portée à l'homme avec l'État.

Nous mettons en exergue le fait que dans ce but, un modèle familial hétérosexuel et hétéro normatif ait été imposé ce qui empêche les gens de vivre librement leur sexualité et leur identité de genre. Changer cet ordre symbolique et idéologique qui est à la base de l'image d'infériorité des femmes et de la supériorité des hommes est également au cœur de notre lutte. Le combat féministe a proposé un nouveau concept qui reconnaisse la contribution des femmes à la société dans son

ensemble et exige des changements pour une société de liberté, d'égalité et de diversité.

Les inégalités entre femmes et hommes s'expriment par le biais d'une réalité matérielle pleine de violence sexiste (homicides, violence de genre, violence sexuelle, violence institutionnelle), manque de droits (sexuels et reproductifs, accès à la propriété, éducation) et précarité économique (double exploitation, lacunes au niveau du droit du travail des femmes, féminisation de la pauvreté, emplois non rémunérés). Notre lutte c'est aussi la lutte contre toute violence sexiste et contre l'exploitation des femmes.

Le combat contre le système patriarcal et pour une société égalitaire est un combat de premier ordre pour construire nos projets émancipateurs. Actuellement, une nouvelle vague de mobilisations déferle sur le monde ; c'est la vague féministe menée par des millions de femmes : l'une des luttes les plus dynamiques, massives et les mieux coordonnées au niveau international.

Lutte antiraciste et contre la discrimination raciale

Nous affirmons que le développement du capitalisme repose sur la suprématie blanche et le racisme en tant que principes permettant d'imposer et de justifier sa domination et son oppression, l'accumulation du capital et la division de la classe ouvrière. La lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance est une composante fondamentale de notre combat contre le capitalisme et pour l'internationalisme. C'est une condition préalable à l'unité de la classe ouvrière.

Nous réaffirmons et défendons le droit de tout peuple à avoir ses terres, ses territoires, sa langue, sa religion, de cultiver et de développer sa conception du monde, son identité, sa culture, ses systèmes productifs et son autonomie sociale et politique.

Nous reconnaissons que le respect de la dignité, des droits et de la diversité des peuples, des cultures et des populations est fondamental pour construire la solidarité entre les peuples. Nous luttons contre toute manifestation de racisme, de xénophobie, de discrimination nationale ou ethnique, culturelle ou de couleur de peau.

La nature de l'État bourgeois et son échec

Le modèle d'État, organisé depuis la consolidation du capitalisme industriel et des États Nations, est obsolète, il ne fonctionne plus. Les trois pouvoirs indépendants qui avaient été proposés, l'exécutif, le législatif et le judiciaire, tombent à terre, vaincus par le pouvoir économique transnational. La légitimité du système démocratique se fondait sur l'idée que le vote de chaque citoyen pourrait diriger et même changer le cours des décisions sur la façon de gouverner l'État. Ce n'est plus le cas maintenant. L'État a été pris d'assaut par le grand capital et sa base financière et internationale. Et c'est pourquoi l'État ne s'occupe plus que des intérêts du capital, garantissant sa reproduction et son accumulation au détriment et au sacrifice des problèmes fondamentaux du peuple auxquels il n'apporte plus de solution.

De ce fait, nous devons débattre et proposer de nouvelles formes de fonctionnement et d'organisation de l'Etat pour qu'il vienne réellement représenter les intérêts du peuple, des majorités de fait et agir dans le contrôle et la réglementation des profits des capitalistes. Dans chaque pays, les forces populaires doivent formuler des propositions portant sur de nouvelles formes de fonctionnement de l'Etat.

Lutte pour une nouvelle démocratie populaire

Les États républicains et les démocraties libérales qui ont émergé après la Révolution française et qui se sont consolidés tout au long du XXème siècle sont en panne, tout comme leurs institutions. Aujourd'hui, le pouvoir économique, agencé avec le pouvoir judiciaire et les médias, a fait en sorte que l'espace institutionnel libéral devienne un instrument à son service. Les médias contrôlés par les entreprises façonnent et manipulent l'opinion populaire, éludant la raison et les faits. La démagogie éclipse la démocratie. Le vote des peuples, lorsqu'il opte pour des projets populaires ou alternatifs au capitalisme, n'est pas respecté. Mais quand les projets d'extrême droite sont victorieux dans les urnes, la démocratie devient leur étendard principal. La démocratie qui dans beaucoup de pays a été conquise grâce à la force de nos luttes, doit actuellement transcender les limites des institutions libérales républicaines pour résoudre les problèmes structureaux.

La démocratie aujourd'hui n'est pas un mécanisme pour changer et résoudre des problèmes structureaux. Nous devons dénoncer le fonctionnement de ces démocraties collapsées et avancer dans la construction de démocraties populaires. Nous devons construire de nouvelles propositions de participation populaire à la politique, avec de nouvelles plateformes construites par le dialogue et le débat autour de la raison et non de la peur, de l'espoir et non de la haine. Nous devons avoir des formes concrètes de participation du peuple dans tous les espaces du pouvoir politique de la société, que ce soit au niveau de l'exécutif, du législatif ou du judiciaire. Le pouvoir n'a de

légitimité que si la majorité du peuple participe à ses instances.

Lutte pour la défense des ressources naturelles en tant que biens communs

La crise internationale a renforcé l'offensive du pouvoir économique qui se vaut de l'appropriation et de l'exploitation des ressources naturelles pour maintenir ses taux de profit, qui expulse les habitants des terres qui abritent de précieuses ressources et exploite la nature au-delà de toute limite rationnelle. Les guerres pour le pétrole et les terres forestières, les guerres pour les minerais de terres rares, celles pour l'usurpation des sources d'eau sont l'un des fronts de nos batailles actuelles.

L'agression du capital contre les ressources naturelles est la cause de la crise environnementale que nous traversons, qui entraîne comme conséquence des crimes environnementaux, des changements climatiques, une pénurie d'eau et de terres, mettant en danger la vie en mer et sur toute la planète. Ces crises affectent disproportionnellement les personnes les plus pauvres et vulnérables. La biodiversité détruite par les intérêts capitalistes laisse les peuples autochtones plus vulnérables à la dégradation de leur environnement naturel.

Nous devons défendre la souveraineté nationale de nos peuples contre les attaques des sociétés transnationales. Nous devons défendre notre biodiversité, notre terre et notre eau contre l'application destructrice du capitalisme. Les biens de la nature doivent être exploités en harmonie avec la reproduction de l'écosystème et au service des nécessités du peuple. Pour cela, l'Etat doit exercer son contrôle, fort de la participation populaire, participation de ceux qui vivent sur ces territoires.

Lutte pour une réforme agraire populaire

Partout dans le monde, deux modèles de production agricole s'affrontent dans une lutte permanente. D'un côté, le modèle du capital et de son agrobusiness, qui impose de grandes propriétés rurales, l'usage intensif de pesticides, de produits agrochimiques, la mécanisation doublée de la monoculture débouchant sur l'expulsion de main-d'œuvre. D'autre part, le modèle de souveraineté alimentaire, qui priorise l'organisation de la production pour produire des aliments (et pas seulement des produits primaires/ commodités), avec des terres pour les paysans/paysannes, dans le respect des biens de la nature et de la biodiversité. C'est pourquoi nous défendons un

nouveau type de réforme agraire, celle qui pourra assurer la terre et le travail à tous ceux qui veulent vivre à la campagne. Qui ait la terre pour priorité, en tant que fonction sociale, la production d'aliments sains pour tous, l'adoption de l'agroécologie comme un nouveau paradigme garantissant une production en équilibre avec la nature. Simultanément, nous devons organiser les agro-industries sous la forme de coopératives et créer des emplois pour les jeunes, d'autres professions y étant également encouragées. De plus, nous devons mettre en valeur l'éducation et la culture pour qu'elles soient présentes dans toutes les communautés rurales. Défendre notre alimentation, notre gastronomie locale et notre souveraineté alimentaire, voilà bien des principes qui sont à l'actif de tous les peuples. Dans chaque pays, nous avons le droit et le devoir de produire toute la nourriture nécessaire à la survie de sa population. Finalement, le commerce agricole international ne peut se développer sur la base de produits primaires, contrôlés par quelques sociétés transnationales, mais doit être basé sur un échange équitable des excédents produits dans chaque pays.

Lutte pour le contrôle et étatisation du système financier, des paradis fiscaux et les sociétés transnationales

Nous vivons à une époque historique où le capitalisme est dominé par le capital financier et les grandes multinationales, qui contrôlent la production et le commerce mondial. D'autre part, nos peuples sont soumis à une dette illégale, illégitime et impayable qui ignore des siècles de saccages et expropriations. Moins de 500 entreprises / banques dominent la plus grande partie de la production, du commerce et des dépôts bancaires. Mais, en ce faisant, elles ne créent pas d'emplois ni, en finale, de bien-être pour la population. C'est la raison pour laquelle, nous défendons des mesures transitoires pour lutter contre l'oligopole, la concentration des richesses et du pouvoir économique transnational : l'étatisation de tout le système financier ; la défense d'une nouvelle monnaie internationale contrôlée par tous les pays à la place du dollar ou de l'euro.

Nous défendons la fermeture de tous les paradis fiscaux et l'effacement de la dette externe des pays du Sud Global, ainsi que le contrôle du capital fictif. Les économies existantes sous forme de numéraire dans nos pays doivent être investies dans la production de biens afin de répondre aux besoins du peuple dans son intégralité.

Lutte pour le droit au travail pour tous, avec des droits du travail et des salaires décents

Nous défendons que tout travailleur et travailleuse ait le droit au travail, à un salaire décent et à des

droits sociaux capables d'assurer sa santé, ses vacances et l'avenir de sa famille. Les tâches ménagères et les soins pèsent sur la vie des femmes, ils deviennent invisibles et sont passés sous silence au sein de la logique patriarcale d'organisation de la vie centrée dans la concentration du capital. Nous devons remettre la vie et les soins accordés aux humains au cœur de notre action.

Nous défendons le développement de la solidarité entre tous/toutes les travailleurs et travailleuses du monde, comme mode de vie et de lutte essentiels contre les exploiters qui sont désormais internationaux. Jamais auparavant ce slogan n'a autant été d'actualité: « Travailleurs du monde, unissez-vous! »

Lutte pour les droits sociaux et les droits de l'Homme

L'offensive du pouvoir économique concentré en oligopoles oblige les États à orienter leurs investissements vers le paiement des intérêts et dans des projets qui n'intéressent que le capital. C'est dans l'objectif de le consolider que les gouvernements contrôlent au rabais les politiques publiques négligeant la promotion des droits sociaux et du travail. La conséquence est que, dans la plupart des pays du monde, les services publics liés à la santé, à l'éducation, aux soins des personnes handicapées, etc. se sont vus réduits. Il y a une tendance à privatiser les services publics pour les transformer en marchandises. En conséquence, nombreux sont les droits qui se transforment en marchandise et ne sont accessibles que par ceux qui ont de l'argent.

Nous défendons que chacun, dans chaque pays du monde, ait le droit au travail, au logement, à la terre, à un salaire décent, à l'alimentation, à la culture et aux loisirs, à la santé et à l'éducation en tant que droits universels de chaque être humain.

Lutte pour le droit à l'éducation et à la souveraineté de la connaissance

Le savoir est un patrimoine de l'humanité et devient de plus en plus une condition de liberté et de dignité humaines. Le chemin pour démocratiser l'accès et la production de connaissance ne peut se limiter au Nord global. Nous, les peuples, devons défendre la souveraineté scientifique et technologique. Ainsi, nous défendons que toutes les personnes, indépendamment de leur âge ou condition sociale, aient le droit d'accéder à l'éducation publique et gratuite. Mais nous devons créer également une éducation critique, qui ne reproduise pas un schéma colonial, eurocentrique, raciste, élitiste et patriarcal. L'éducation doit incorporer et respecter les savoirs populaires, la

culture populaire, l'histoire des vaincus et des vaincues. Sans un changement dans le paradigme de pensée, l'éducation continuera de reproduire les matrices culturelles de domination et d'oppression.

La transformation sociale nécessite que nous repensions l'éducation pour qu'elle ne soit pas au service du capital, formant des personnes «dociles» aux valeurs néolibérales, dont les compétences sont au service du marché et où les sciences humaines, les arts et la philosophie n'ont pas de place. Nous insistons sur une éducation centrée sur l'émancipation, sur des valeurs démocratiques et égalitaires. L'éducation doit offrir des compétences, mais aussi lutter contre la haine, le racisme, la xénophobie et le machisme. Nous devons donc construire un système éducatif public et universel doté de ressources matérielles et humaines suffisantes.

Pour les droits des personnes LGBT

La diversité sexuelle et de genre est une réalité dans tous les pays et toutes les sociétés, elle est partie intégrante de la nature humaine. C'est pourquoi nous défendons le droit à l'autodétermination des personnes et des populations LGBTI et nous devons lutter contre la discrimination sociale, dénoncer la violence, l'intolérance et l'exclusion dont ils souffrent.

À ce but, la rupture avec le modèle patriarcal et hétéronormatif qui considère la sexualité et la famille hétérosexuelle comme étant un modèle unique à suivre, s'insère dans la lutte pour faire disparaître les piliers de l'exploitation-dominance de la société d'aujourd'hui.

Lutte pour les droits des migrants, des réfugiés, des populations des diasporas, des peuples autochtones et de tous ceux qui sont particulièrement vulnérables dans nos sociétés

La crise du capitalisme et de l'humanité a déclenché un exode de dizaines de millions de personnes ayant quitté leurs foyers et leurs familles. Ils fuient la guerre et la faim vers l'espoir d'une vie meilleure. Certains sont emportés par le rêve du bonheur «occidental», désireux d'aller en Europe ou en Amérique du Nord. Alors que ces pays se présentent comme supérieurs aux autres, ils renforcent les barrières pour empêcher les personnes déplacées d'entrer – un mur à la frontière américano-mexicaine, un ensemble de postes militaires dans la région du Sahel, en Afrique, par exemple. Dans ces pays, la xénophobie est encouragée contre les migrants/es et les réfugiés/eés, qui sont faussement accusés des problèmes liés à l'inégalité, le chômage et la faim. Dans les

sociétés du monde entier, des formes de hiérarchie – contre les Afro-descendants en Amérique ou contre les dalits en Asie du Sud – accablent l'âme humaine.

Nous défendons le droit de tous les peuples d'avoir leur territoire, leur langue, leur religion, de cultiver leur culture et leur autonomie sociale et politique. Nous luttons contre toute discrimination ethnique, liée à la couleur de la peau ou culturelle. Nous nous battons également pour le droit à la libre circulation, pour le droit des personnes à migrer et à chercher refuge dans des conditions dignes.

Lutte pour la liberté de tous les prisonniers politiques dans le monde

Tout au long de l'histoire du capitalisme, depuis son développement au XIII^{ème} siècle jusqu'à aujourd'hui, les classes dirigeantes, les riches, ont toujours utilisé la répression, la persécution comme moyen de dominer les exploités/ées, d'empêcher leur organisation, de persécuter leurs dirigeants et de maintenir ainsi leur domination. Historiquement, ils ont utilisé des milices privées ou le pouvoir de l'Etat bourgeois à leur service.

Actuellement, les classes dirigeantes utilisent également la justice et les médias pour persécuter et démoraliser tous ceux qui luttent pour la justice sociale. Pour cette raison, dans la plupart des pays où il y a des luttes populaires jouissant d'un historique d'organisation populaire, de nombreux dirigeants subissent des persécutions, des meurtres et des emprisonnements.

Nous défendons la liberté immédiate de tous/toutes les prisonniers/prisonnières politiques dans n'importe quel pays du monde. À la lumière de ce contexte difficile, nous nous engageons à accroître la visibilité de l'agression de la classe dirigeante contre les dirigeants/tes et les militants du peuple. En ce sens, la nécessité de construire des campagnes mondiales pour mettre en évidence cette oppression font partie de la lutte anticapitaliste pour la démocratie populaire.

Les espaces de lutte institutionnels

Les espaces institutionnels occupés par les gouvernements locaux et nationaux peuvent être importants pour améliorer les conditions de vie de la population et affronter la classe capitaliste sur

ce terrain. A condition qu'ils contribuent à rassembler et à accumuler les forces populaires en vue des changements structurels dans la société. Nous pouvons et devons nouer des alliances avec des partis et des forces qui occupent des pouvoirs institutionnels, tout en maintenant notre autonomie programmatique et notre indépendance politique. Il ne faut pas oublier que les changements structurels et anticapitalistes dépendent fondamentalement de la capacité d'organisation et de mobilisation des masses, de tout le peuple.

Nous sommes engagés dans une articulation entre les forces populaires et les forces politiques qui viendra renforcer notre capacité à disputer un projet de gauche capable de construire une société sans oppression.

Lutte contre le fondamentalisme, le sectarisme et l'intolérance religieuse

Le fondamentalisme et l'intolérance religieuse sont des instruments de division et d'assujettissement de notre peuple. Ces idéologies viennent insérer de la rigidité au cœur de nos sociétés. Elles nous divisent et nous envoient vers des guerres civiles de tous genres. Ces formes ne sont pas uniquement ancrées dans quelques pays en particulier. Elles font partie de mouvements idéologiques réactionnaires internationaux, de droite, réactionnaires qui se posent contre tout changement socio-économique et sont stimulés par les classes dominantes, comme un instrument efficace dans le maintien de leurs privilèges.

Nous devons lutter contre toutes les discriminations et intolérances existantes et contre les fondamentalismes religieux. Nous devons exercer une lutte idéologique permanente pour que soient construites des sociétés basées sur l'égalité sociale, la dignité et la justice.

PLATEFORME
POLITIQUE

PLATEFORME
POLITIQUE

NOTRE AGENDA COMMUN:

Que faire?

Nous vivons des temps d'incertitude quant à l'avenir de l'humanité et de notre planète. C'est pourquoi les défis sont grands. Nous sommes mus par l'espoir de multiples résistances qui se développent sous toutes les latitudes du monde. Nous devenons plus forts grâce à la solidarité permanente que nos peuples développent chaque jour face aux injustices engendrées par ce système.

Que faire?

Que faire?

Que faire?

Nous relevons le défi de construire un seul point qui viendra se lever, uni et solidaire, pour avancer dans la construction de notre propre destin.

L'unité est notre horizon pour avancer vers une grande volonté populaire qui viendra bâtir un monde juste, égalitaire et digne d'être vécu par tous en harmonie avec notre Terre-Mère. Le moment c'est maintenant.

Nous proposons de renforcer nos liens par des pratiques concrètes et des actions communes. Nous n'avons aucune intention de créer une organisation internationale bureaucratique ou verticale. Nous voulons renforcer les coordinations internationales partant de nos expériences nationales et de chaque organisation, parti, syndicat, et mouvement populaire.

Notre objectif est de construire un réseau qui nous aide à connaître les luttes de chacun, à collaborer de manière concrète et à élargir notre travail par des actions communes. Il est nécessaire de construire notre unité autour de nos idées communes de justice et d'égalité, sur la base de notre respect mutuel envers le travail mené et sur les actions communes que nous adopterons pour renforcer notre volonté et notre pouvoir.

NOTRE AGENDA COMMUN

NOTRE AGENDA COMMUN

Bien que les contradictions entre la concentration des richesses et les peuples augmentent chaque jour, le capitalisme ne mourra pas de mort naturelle. Il ne sera pas victime de ses propres contradictions. Les tensions intenses de notre époque peuvent conduire à la fois au néofascisme comme au dépassement du capitalisme. Avancer vers ce dernier requiert une forte organisation de nos peuples, une unité organisationnelle, une force de masse et une clarté idéologique sur notre situation actuelle et l'avenir qui est devant nous.

À cette fin, il est nécessaire que dans chacun de nos pays, nous réalisons nos évaluations

stratégiques respectives pour construire de puissantes forces populaires, démocratiques et révolutionnaires et promouvoir une transformation sociale radicale pour faire face à cette crise. Nous devons construire cette force pour pouvoir surmonter le présent toxique et passer à l'émancipation humaine.

La plateforme internationale unitaire que nous présentons n'est qu'un projet de débat autour duquel notre militantisme ira approfondir ses approches sur la nécessité de changements structurels et mondiaux. Les mouvements à l'intérieur de chaque pays se renforcent toujours lorsqu'ils ont des liens étroits avec des mouvements d'ailleurs, traversant les frontières nationales.

La création de réseaux à l'échelle internationale nous permet d'étendre notre travail et d'apporter une solidarité tangible à chacun de nos efforts. Notre processus d'Assemblée vise à construire un réseau mondial pour renforcer nos batailles à l'échelle nationale et mondiale. Notre réseau nous aidera à partager des informations et des analyses. Il fournira une plateforme d'actions unifiées à l'échelle mondiale pour amplifier nos positions et notre pouvoir. Nous devons pratiquer l'internationalisme populaire, par le biais d'actions pratiques, et pas seulement par des idées et des slogans. .

Que faire?

Que faire?

Sans mobilisation populaire nous ne pourrions accumuler des forces contre le capitalisme.

Sans formation politique, nous ne pourrions participer à la bataille des idées.

Sans lutte politique, les idées ne progressent pas!

Notre vraie force réside dans notre capacité à organiser les peuples pour qu'ils luttent, de façon unitaire et massive, en faveur d'un monde différent.